



Vingt-sixième session  
**Comité de développement et de  
Coopération des Caraïbes (CDCC)**  
Basseterre, Saint-Kitts-et-Nevis, 22 avril 2016

Distr.  
LIMITEE  
LC/L.4150  
16 mars 2016  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Vingt-sixième session du  
Comité de développement et de coopération des Caraïbes

Basseterre, 22 avril 2016

**MISE EN ŒUVRE DU SOUS-PROGRAMME 13 DU  
PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PERIODE BIENNALE 2014-2015**

**TABLE DES MATIERES**

|   |  | <i>Paragraphe</i> | <i>Page</i> |
|---|--|-------------------|-------------|
| INTRODUCTION.....   |  | 1-5               | 3           |
| A. CONTEXTE REGIONAL .....  |  | 6-26              | 4           |
| B. SOUS-PROGRAMME 13 : ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES  |  | 27-69             | 8           |
| 1. Recherche sur le développement économique, social et durable .....   |  | 31-40             | 9           |
| 2. Développement et coopération dans les Caraïbes .....   |  | 41-51             | 11          |
| 3. Coopération technique pour le développement économique et social.....  |  | 52-60             | 13          |
| 4. Résolutions du Comité de développement et de coopération des Caraïbes .....                                  |  | 61-69             | 14          |
| C. ACTIVITES DANS LES CARAIBES DANS LE CADRE D'AUTRES SOUS-PROGRAMMES   |  | 70-73             | 16          |
| 1. Activités en Amérique latine et dans les Caraïbes .....  |  | 71-72             | 16          |
| 2. Activités dans les Caraïbes .....  |  | 73                | 18          |
| D. CONCLUSION .....   |  | 74                | 18          |
| Annexe 1 LISTE DE PUBLICATIONS SOUS LE SOUS-PROGRAMME 13 :<br>ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES ..... |  | -                 | 19          |
| Annexe 2 REUNIONS CONVOQUEES PAR LE SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES CARAIBES -                                     |  |                   | 21          |
| Annexe 3 SEMINAIRES ET ATELIERS CONVOQUES PAR LE SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES<br>CARAIBES .....                 |  | -                 | 23          |
| Annexe 4 AIDE TECHNIQUE FOURNIE PAR LE SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES CARAIBES -                                  |  |                   | 24          |
| Annexe 5 AIDE TECHNIQUE FOURNIE PAR D'AUTRES DIVISIONS DE LA CEPALC.....  |  | -                 | 28          |

## INTRODUCTION

1. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), dont le siège est situé à Santiago (Chili), est l'une des cinq commissions régionales des Nations Unies. A l'origine créée par la résolution 106 (VI) du Conseil économique et social le 25 février 1948, elle a pour objet de contribuer au développement économique et social des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En juin 1951, la Commission a créé un siège sous-régional de la CEPALC à Mexico, desservant les besoins de la région Amérique centrale, ainsi que ceux de Cuba, de la République dominicaine et d'Haïti et en décembre 1966, elle a fondé le siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes à Port d'Espagne (Trinité-et-Tobago). La CEPALC a également des bureaux de pays à Buenos Aires, Brasilia, Montevideo et Bogota, ainsi qu'un bureau de liaison à Washington (Etats-Unis).

2. Conformément au bulletin du Secrétaire Général ST/SGB/2000/5 intitulé « Organisation du secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes », le secrétariat de la CEPALC (a) fournit d'importants services de secrétariat et de documentation à la Commission et à ses organes annexes ; (b) est responsable de la réalisation d'études, de la recherche et autres activités de soutien relatives au mandat de la Commission ; (c) fait la promotion du développement économique et social par le biais de la coopération et de l'intégration régionale et sous-régionale ; (d) compile, organise, interprète et diffuse les informations et données relatives au développement économique et social de la région ; (e) fournit des services de conseils aux gouvernements, sur demande, et planifie, organise et met en œuvre des programmes de coopération technique ; (f) élabore et assure la promotion des activités et projets de coopération pour le développement de portée régionale et sous-régionale en rapport avec les besoins et priorités de la région et agit en tant qu'agence exécutrice pour ces projets ; (g) organise des conférences et réunions intergouvernementales et de groupes d'experts et finance des ateliers de formation, symposiums et séminaires ; (h) contribue en apportant une perspective régionale à des problèmes et forums mondiaux et présente des préoccupations mondiales aux niveaux régional et sous-régional et (i) coordonne les activités de la CEPALC avec celles des principaux départements et bureaux du Siège des Nations Unies, des agences spécialisées et des organisations intergouvernementales afin d'éviter la duplication et de garantir la complémentarité dans l'échange d'informations.

3. Le sous-programme 13 du programme de travail de la CEPALC 2014-2015 (« Activités sous-régionales dans les Caraïbes ») vise à promouvoir et renforcer le développement au sein de la sous-région Caraïbes et à améliorer la coopération de la sous-région avec les pays d'Amérique latine en parvenant à (a) une meilleure capacité des décideurs des pays de la sous-région à élaborer, mettre en œuvre et assurer le suivi des mesures permettant de résoudre les problèmes de développement et promouvoir la diversification économique et la transformation sociale ; (b) une meilleure capacité et une expertise technique pour assurer le suivi des principaux accords internationaux dans les domaines économique, social et environnemental, y compris le suivi de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre du Programme d'action pour les Petits Etats insulaires en développement (PEID) et (c) une meilleure capacité des gouvernements et institutions caribéennes pour la promotion de la coopération et de l'intégration inter et intra-régionale. A la lumière de cet objectif global, le siège sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC, en collaboration avec les fonds, programmes et agences spécialisées des Nations Unies, les organisations sous-régionales et d'autres partenaires du développement, a mis en œuvre des activités normatives ainsi que de coopération technique, conformément à la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durables des Petits Etats insulaires en développement.

4. Dans ce cadre, les fonctions clés du siège sous-régional pour les Caraïbes sont de (a) diriger la recherche sur le développement économique et social dans les pays des Caraïbes et élaborer des propositions et recommandations relatives à ces études (voir Annexe 1) ; (b) élaborer des propositions et assurer la coopération technique auprès des pays et institutions de la sous-région sur une large gamme de sujets liés au développement économique, environnemental et social (voir Annexe 2) ; (c) fournir des services de secrétariat au Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) et (d) préparer les notes de pays sur la sous-région et contribuer aux études et rapports préparés par la CEPALC (ST/SGB/2000/5). On a mis en œuvre des activités en collaboration avec d'autres bureaux et divisions de la CEPALC, avec des fonds, programmes et agences des Nations Unies et divers autres partenaires du développement dans les Caraïbes, y compris l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC), le Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes (CCRIF), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Centre de la Communauté des Caraïbes sur le changement climatique (CCCCC), la Banque de Développement des Caraïbes (BDC), l'Agence régionale d'intervention en cas de catastrophe pour les Caraïbes (CDEMA), l'Agence allemande de Coopération internationale (GIZ), la Banque centrale des Caraïbes orientales (BCCO), l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OEEO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP).

5. Ce rapport souligne les activités entreprises par la CEPALC dans la sous-région des Caraïbes entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2015. Le sous-programme 13 du programme de travail de la CEPALC 2014-2015 (« Activités sous-régionales dans les Caraïbes ») couvre le travail de la Commission à Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago, ainsi qu'Anguilla, Aruba, Bermudes, Curaçao, Guadeloupe, Iles Caïmans, Iles Turques-et-Caïques, Iles vierges américaines, Iles vierges britanniques, Martinique, Montserrat et Porto Rico. Le sous-programme 12 (« Activités sous-régionales en Amérique centrale et au Mexique ») comprend les activités menées dans les Etats membres des Caraïbes comme Cuba, Haïti et la République dominicaine. Par ailleurs, les pays des Caraïbes ont été inclus aux activités organisées dans le cadre des 12 autres principaux sous-programmes du programme de travail de la CEPALC 2014-2015, à savoir : (a) liens avec l'économie mondiale, l'intégration et la coopération régionale ; (b) la production et l'innovation; (c) les politiques macroéconomiques et la croissance ; (d) le financement pour le développement ; (e) le développement social et l'égalité ; (f) l'intégration de la perspective sexospécifique dans le développement régional ; (g) la démographie et le développement ; (h) le développement durable et les établissements humains ; (i) les ressources naturelles et les infrastructures ; (j) la planification de l'administration publique ; (k) les statistiques et (l) le soutien aux processus et organisations d'intégration et de coopération régionaux et sous-régionaux.

## **A. CONTEXTE REGIONAL**

6. Les perspectives de développement durable sont demeurées problématiques pour les Caraïbes pendant la dernière période biennale, en particulier pour les pays fortement endettés de la sous-région.

7. On a identifié le niveau excessivement élevé de dettes cumulées à travers la sous-région comme la question de développement la plus urgente à traiter. En 2013, 10 pays des Caraïbes avaient des ratios dette publique/PIB dépassant le seuil critique accepté de 60%, et plusieurs d'entre eux sont classés parmi les pays les plus endettés de la planète, avec des ratios de dette bien au-delà de 100% du PIB. En 2013, le fardeau de la dette totale des Caraïbes s'élevait à US\$ 49 milliards, soit 72% du PIB sous-régional. Cette situation a limité la capacité des gouvernements à soutenir l'investissement public et garantir la durabilité des programmes de protection sociale. La croissance, anémique depuis la crise économique mondiale, a

été davantage ralentie par ce surendettement. Les apports d'investissement étranger direct (IED) dans les Caraïbes n'ont pas été tellement importants dans la période ayant suivi la crise et n'ont pas dynamisé l'activité économique comme attendu, les montants accumulés d'IED ne produisant pas un niveau équivalent de croissance économique. Il est devenu de plus en plus évident que les pays de la sous-région ne seront pas capables de sortir facilement de cette crise de la dette.

8. La CEPALC a par conséquent lancé une proposition d'allègement de la dette pour les pays des Caraïbes qui comprend l'annulation de la dette multilatérale à conditions préférentielles ; la création d'un fonds de résilience caribéen et d'un fonds caribéen macroéconomique et de stabilisation ; un allègement de la dette pour l'adaptation et la réduction des effets du changement climatique et des programmes de rachat de la dette pour les pays avec des niveaux élevés de dette publique auprès de créanciers privés. La première phase de la proposition cherche à stimuler un dialogue renouvelé entre les États des Caraïbes et les principaux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour parvenir à une annulation progressive de la dette publique extérieure multilatérale totale des pays bénéficiaires. En retour, ces pays effectueraient des paiements annuels à un fond de résilience caribéen pour traiter les questions de réduction des effets des catastrophes naturelles, financer les mesures d'adaptation au changement climatique, promouvoir l'investissement dans les industries vertes afin de dynamiser la croissance, encourager la transformation structurelle et le développement social.

9. Il est important de réfléchir aux principaux développements qui ont affecté les résultats économiques, les exportations et la compétitivité du secteur privé de la sous-région. Les économies de la CARICOM sont relativement ouvertes, de nombreux États membres affichant des taux d'ouverture de plus de 100%. Tandis que la libéralisation commerciale et de l'accès aux marchés a affecté les économies des Caraïbes à des niveaux différents, presque toutes ont été incapables d'absorber les coûts d'ajustement de la réduction des droits de douane, de l'élimination des barrières non-douanières, de l'élimination des subventions aux exportations et de la libéralisation des services et des régimes financiers et d'investissement.

10. Les efforts de libéralisation commerciale multilatérale et bilatérale de la sous-région ont non seulement vu augmenter la concurrence internationale pour les entreprises locales, mais également ont réduit l'espace de politiques disponible pour les petites économies vulnérables, ce qui est nécessaire afin de préserver le rôle du secteur agricole pour garantir la sécurité alimentaire, le développement rural, pour créer des rentrées de devises et faciliter la croissance et le développement du secteur privé.

11. Conformément aux impératifs de la mondialisation, les Caraïbes ont de plus en plus cherché à accélérer le rythme de l'intégration de la sous-région au système commercial multilatéral, entre autres en négociant des accords commerciaux bilatéraux avec les économies en développement dans l'hémisphère occidental et, plus récemment, avec les partenaires commerciaux traditionnels tels que l'Union européenne. Ces accords commerciaux sont vus comme un moyen d'améliorer la qualité et la prévisibilité de l'accès aux marchés d'exportation clés, tout en renforçant l'intégration élargie de la sous-région à l'économie mondiale.

12. On s'attendait à ce que l'augmentation des flux commerciaux concomitants entraîne la création d'économies d'échelle, de gains de productivité et d'efficacité et d'utilisation optimale des ressources ; cependant, la compétitivité et les résultats à l'exportation de la sous-région, que ce soit pour les biens ou les services, ont continué à être limités par plusieurs lacunes structurelles qui ont entraîné un déclin régulier de la complémentarité commerciale. Ces lacunes sont les plus importantes dans les domaines des infrastructures relatives au commerce, de la connectivité, des institutions relatives au commerce, des systèmes de production et des innovations dans le secteur privé. Par conséquent il y a eu des occasions

inexploitées importantes pour le commerce des biens intermédiaires, les éléments de base des chaînes de valeur, limitant ainsi la participation des pays aux chaînes de valeur régionale ou mondiale.

13. Il n'est pas étonnant de constater que la sous-région représente par conséquent une part minime du commerce mondial (0,03% en 2014), qui a baissé de manière régulière depuis 2008 (0,17%). On estime également que la sous-région fonctionne à 46% en dessous de son commerce potentiel réel, ce qui signifie que la sous-région a été incapable de profiter des possibilités d'accès aux marchés créées par la myriade d'accords commerciaux bilatéraux. Les exportations de services de la sous-région sont également devenues moins compétitives.

14. Le processus d'ajustement dans la période suivant la crise dans les économies des Caraïbes s'est singularisé principalement par des programmes d'assainissement budgétaire et de réduction de la dette, en particulier dans les économies les plus endettées, ainsi que par le déclin de la demande régionale et extrarégionale pour les principales exportations caribéennes, ce qui a davantage renforcé l'emprise fiscale. Ceci a calmé d'autant plus les ardeurs en faveur de l'intégration commerciale et économique.

15. L'Accord de partenariat économique entre le Forum caribéen des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (CARIFORUM) et l'Union européenne, entré en vigueur fin 2008, cherchait à résoudre l'absence de croissance entraînée par le commerce au sein de la sous-région en faisant du soutien au développement et de l'accès aux marchés des moyens d'approfondir l'intégration sous-régionale et d'améliorer la capacité et la compétitivité en matière d'offre au sein du CARIFORUM. Cependant, comme on l'a vu dans le bilan sur cinq ans du partenariat, l'accord n'a pas encore réussi à améliorer le commerce intra-régional ou l'intégration sous-régionale.

16. Afin de traiter efficacement la gamme étendue de problèmes de développement à laquelle font face les économies des Caraïbes, la sous-région devrait réfléchir à la possibilité d'adopter une nouvelle plateforme d'intégration régionale qui mette l'accent sur la production de niveaux plus élevés d'investissement national et étranger direct, augmentant par là-même la compétitivité commerciale et les exportations. Ceci demanderait sans doute, entre autres choses, des liens économiques et commerciaux plus approfondis avec les partenaires commerciaux naturels de la sous-région, en particulier ceux d'Amérique centrale et du Sud ; davantage de partenariats public-privé afin de produire les biens publics régionaux principaux nécessaires à la transformation structurelle et des politiques régionales harmonisées dans des domaines tels que l'utilisation des ressources durables, le développement de sources d'énergie renouvelables, l'adaptation au changement climatique et des incitations fiscales.

17. Pour la Communauté des Caraïbes, le Marché et l'Economie uniques de la CARICOM motivés par le régionalisme (CSME) avaient pour objet de fournir un cadre de renforcement de l'intégration et de la coopération parmi les économies de la CARICOM, ainsi qu'une plateforme à partir de laquelle les Etats membres respectifs pourraient s'intégrer davantage à l'économie mondiale. Néanmoins, les déséconomies d'échelle en terme de production, de dépendance exagérée par rapport à quelques marchés d'exportation traditionnels et une vulnérabilité disproportionnée par rapport aux chocs économiques externes et aux catastrophes naturelles ont limité la capacité du commerce à devenir un moteur de croissance pour la sous-région.

18. Par ailleurs, les politiques des gouvernements régionaux et les apports de financement du développement devraient essayer de pousser la région vers une augmentation de la production basée sur les avantages comparatifs en facilitant la production de biens publics améliorant la compétitivité dans les domaines de l'énergie, des transports et des technologies de l'information et de la communication (TIC).

19. Dans un effort pour stimuler la production et augmenter les exportations, les gouvernements régionaux ont régulièrement demandé la mise en place d'un service rapide de transbordement dans le Sud des Caraïbes ; la modernisation des infrastructures portuaires régionales ; le développement d'un portefeuille d'énergies renouvelables dans les Caraïbes afin d'harmoniser les réglementations douanières nationales ; la mise en place d'un protocole de libre-circulation des marchandises au sein du CSME ; l'interopérabilité des guichets administratifs uniques et la création d'un système régional de transit des marchandises pour les cargaisons transportées par voie maritime.

20. L'augmentation de l'interconnectivité faisant suite à ces biens publics relatifs au commerce pourrait avoir un impact positif énorme sur la compétitivité régionale, ceci en abaissant le coût des facteurs de production et en améliorant la productivité de la main-d'œuvre. Ceci permettrait un glissement de la production vers des produits et services plus sophistiqués et plus élevés sur la chaîne des valeurs.

21. Le secteur énergétique demeure une partie intégrante du développement économique et de la croissance partagée dans la sous-région caribéenne. Néanmoins, le coût élevé de l'électricité a continué de menacer la compétitivité et la croissance de la sous-région et a créé des difficultés supplémentaires pour les citoyens. Le défi énergétique auquel fait face la sous-région a été le résultat de la dépendance très forte de la sous-région vis-à-vis des combustibles fossiles importés, qui représentaient jusqu'à 95% de la consommation énergétique, tandis que les énergies renouvelables représentaient moins de 3% de la consommation électrique total des Caraïbes. Par conséquent, la diversification du portefeuille énergétique de la sous-région est l'une des priorités clés. La poursuite de l'efficacité énergétique et d'une plus grande utilisation des sources d'énergie renouvelable vont aider à protéger l'environnement, renforcer la productivité et la compétitivité et améliorer la vie des pauvres.

22. Le changement climatique représente une menace grave au développement durable des Caraïbes ; la vulnérabilité des Etats insulaires et côtiers de la sous-région à l'impact de ce phénomène est aujourd'hui prouvée. Près de 70% des plages de la sous-région perdent entre 0,25 m et 9 m de littoral par an, ce qui pourrait avoir un impact considérable sur environ 70% des populations, des habitations et des infrastructures caribéennes situées sur des zones côtières. Le changement climatique a également occasionné des dégâts aux ressources marines et terrestres, partie intégrante de l'industrie touristique, le pilier des économies de services dans la sous-région.

23. Il est important de rappeler que depuis 1990, les Caraïbes ont enregistré 328 catastrophes naturelles – environ 13 par an -, 6 Etats de la Caraïbe orientale se classant parmi les 10 pays les plus enclins à être victimes de catastrophe au monde. Les dégâts pendant cette période ont totalisé près de 27,3 milliards de US\$ en prix de 2014, cependant, ceci est une sous-estimation car les informations sur les dégâts matériels n'étaient disponibles que pour 48% des événements et on n'a pas pu estimer les effets sur les flux et pertes. Enfin, la population et les actifs de la sous-région ont été évalués par la Banque mondiale comme étant parmi les plus exposés aux catastrophes naturelles dans le monde.

24. La promotion de l'inclusion sociale et de l'égalité a représenté un autre grand défi auquel la sous-région des Caraïbes doit faire face. Malgré des progrès dans le domaine du développement humain, les indicateurs sociaux ont révélé des niveaux élevés de chômage, de pauvreté et de criminalité en tant que fossés sociaux évidents. Les mauvais résultats de la sous-région en terme de croissance ces dernières années a vu la situation des groupes vulnérables empirer, en particulier des jeunes et des femmes. Même si la participation des femmes à l'éducation et au marché du travail a augmenté, ce sont encore eux qui portent le fardeau du travail non rémunéré et des soins dans les foyers et les communautés. Les Caraïbes souffrent par conséquent à la fois d'une féminisation et d'une « juvénalisation » de la pauvreté. Dans ce contexte, la vulnérabilité

environnementale, ainsi que la pauvreté, placent les pauvres des villes et des campagnes en position de risque dans de nombreuses communautés côtières et à basse altitude dans les Caraïbes.

25. Enfin, la structure démographique de la population des Caraïbes devrait changer considérablement pendant les 20 prochaines années, les personnes de 60 ans et plus devant représenter 22% de la population totale d'ici 2035. Ce vieillissement de la population va mettre une pression énorme sur des services de santé et sociaux déjà surchargés et augmenter le besoin pour les stratégies de développement d'inclure les approches basées sur les droits des personnes âgées. Par ailleurs, tandis que le vieillissement de la population est un défi de développement important pour la plupart des pays de la sous-région, il est particulièrement ressenti dans plusieurs des territoires membres associés, où le taux de dépendance des personnes âgées est déjà à 20, par comparaison avec les taux des Etats membres qui vont de 12 à 18. Le vieillissement de la population aura un impact énorme sur les dépenses publiques, le financement public des retraites et des services de soins augmentant considérablement en part de PIB.

26. Relever ces défis a été et va continuer à être le point central du travail du sous-programme d'après le cadre de soutien élargi pour faire progresser le développement dans les Caraïbes dans le contexte de l'Agenda et des objectifs de développement durable 2030.

### **B. SOUS-PROGRAMME 13 : ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES**

27. Pendant cette période biennale, le siège sous-régional de la CEPALC a contribué directement à la promotion du processus du développement durable dans les pays de la sous-région des Caraïbes et soutenu l'élaboration de leur réponse aux mandats mis en place sur les principales plateformes de développement mondiales et régionales auprès desquelles ils se sont engagés. La CEPALC a également cherché à répondre directement aux impératifs de développement les plus urgents identifiés individuellement par les Etats membres en offrant des services techniques et consultatifs pour le développement des capacités et le renforcement institutionnel et en menant à bien la recherche nécessaire pour guider les interventions appropriées en matière de politiques.

28. Par conséquent, la capacité des pays à relever leurs défis de développement durable a considérablement augmenté, comme on l'a vu avec la reconnaissance des recommandations de la CEPALC en matière de politiques et programmes de la part d'Etats membres spécifiques sur des sujets tels que le vol de produits agricoles, l'efficacité énergétique, les prévisions démographiques, les prix concurrentiels et la transformation du secteur de la fabrication. Par ailleurs, en réponse aux demandes répétées des Etats membres des Caraïbes, le siège sous-régional a de nouveau pris la responsabilité de l'effort de reprise d'activité après une catastrophe par le biais de l'évaluation des dommages et des pertes et du développement de la résilience pour la sous-région.

29. Les Etats membres ont participé activement aux consultations de haut niveau, explorant les moyens de renforcer l'intégration sous-régionale et d'augmenter le commerce en tant qu'outil efficace pour le développement économique durable dans les Caraïbes. De plus, les mécanismes actuels de consultation et de coordination du processus de prise de décision au niveau sous-régional ont été utilisés pour entreprendre des révisions et évaluations exhaustives afin d'élaborer les stratégies sous-régionales en réponse aux préoccupations spécifiques des Caraïbes relatives à l'agenda de développement mondial. Ce soutien comprenait la participation intégrale au processus de révision de la Troisième Conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en développement (PEID), l'étude d'un mécanisme novateur visant à traiter le problème grave de la dette auquel font face de nombreux pays et territoires des Caraïbes dans le contexte du financement pour le développement et de la hiérarchisation de l'Agenda de développement durable 2030 en respectant les besoins urgents de développement des Caraïbes.



30. En soutien au plaidoyer sous-régional, le siège sous-régional, sur la demande de la CARICOM, a commandité une étude exhaustive sur les progrès de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique entre les pays du CARIFORUM et l'Union européenne sur le développement économique et commercial dans les Caraïbes. Cette étude a servi de base pour la position des États du CARIFORUM dans leur négociation avec l'Union européenne, pendant la première des révisions de cinq ans recommandées, sur l'amélioration de l'impact de cet accord commercial important.

### **1. Recherche sur le développement économique, social et durable**

31. Pendant la période biennale 2014-2015, le siège sous-régional de la CEPALC a facilité et soutenu l'élaboration de perspectives sous-régionales sur les principales questions d'intérêt et de préoccupation en dirigeant des recherches sur une série de questions liées au développement économique, social et durable et en organisant des réunions, séminaires et ateliers sur des sujets pertinents. Ces études réalisées, contenant des recommandations pour les responsables politiques et les décideurs, ont été analysées lors de réunions spéciales d'experts convoquées sur des thèmes comme les possibilités et résultats commerciaux, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les obstacles à la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Action pour le développement durable des Petits États insulaires en développement, les systèmes statistiques et de données et la société de l'information et l'économie du savoir.

32. Le rapport annuel *Etude économique des Caraïbes* présente une analyse comparative des tendances macroéconomiques dans les États membres des Caraïbes dans le contexte du développement aux niveaux national, régional et international. L'édition 2015 comprend un débat approfondi sur les résultats économiques de la sous-région et conclue que, malgré de nombreux problèmes fiscaux et structurels qui perdurent dans les Caraïbes, on s'attendait à une amélioration de la situation, avec une croissance positive prévue à moyen terme suite aux meilleurs résultats des principaux marchés d'exportation et à des investissements intérieurs plus élevés. Le siège sous-régional a également apporté une perspective caribéenne à la publication phare de la CEPALC *Amérique latine et Caraïbes dans l'Economie mondiale 2014*, avec un chapitre mettant l'accent sur le développement de l'intégration régionale dans les Caraïbes visant à renforcer les relations commerciales extérieures. Ce chapitre examine l'état de l'intégration économique et commerciale entre la CARICOM, l'Amérique latine et le monde industrialisé, ainsi que la possibilité d'utiliser un concept de chaîne de valeur pour améliorer la production et la complémentarité commerciale. On a également contribué au rapport intitulé *Panorama social de l'Amérique latine* sur la sexospécificité et l'égalité sur le marché du travail caribéen.

33. Selon le Protocole d'accord avec le Mécanisme caribéen d'assurance en cas de catastrophes (CCRIF), la CEPALC a réalisé une étude comparant les estimations faites en utilisant la méthodologie Evaluation des dommages et pertes (DaLA) aux coûts réels de recouvrement encourus par les pays, avec pour objectif de guider la rédaction du portefeuille de risques de catastrophe du CCRIF. L'une des conclusions principales de cette étude était que, tandis que la méthodologie DaLA fournissait de bonnes estimations comparables, on proposait rarement de fournir des compensations pour pertes économiques et effets secondaires identifiés dans les évaluations des dommages.

34. Avec le soutien de la GIZ, la CEPALC a évalué les mécanismes visant à améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur des transports dans quelques pays des Caraïbes, faisant remarquer que les transports et la production d'électricité représentaient environ 90% de la consommation nationale d'énergie dans ces pays. Cette étude fait plusieurs recommandations afin de promouvoir l'efficacité énergétique et la diversification des carburants dans le secteur des transports, y compris l'introduction de politiques visant à encourager les systèmes de transport et l'efficacité des véhicules ainsi que la création

de liens institutionnels entre les secteurs des transports et de l'énergie. La CEPALC a préparé une étude qui explore les principaux facteurs influençant la demande de transport maritime de passagers dans les Caraïbes, y compris la circulation des personnes au sein de la région et son potentiel pour encourager davantage d'intégration et un meilleur développement durable.

35. L'étude intitulée « Stratégies pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade et de la Stratégie de Maurice dans les Caraïbes » a révélé que l'obstacle le plus important était le manque de consultation et de coordination parmi les institutions pertinentes aux niveaux national et régional. On a également identifié comme obstacles spécifiques le manque d'expertise technique pour la préparation de rapports dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux en vigueur, les transferts de technologie limités et des ressources financières inadaptées. L'étude a proposé des recommandations pour surmonter ces obstacles, y compris le renforcement des cadres de gouvernance, davantage d'investissements dans la science, la technologie et l'innovation, un soutien financier plus prévisible et l'expansion de la capacité de recherche et de collecte de données au sein des agences concernées.

36. Dans le contexte de la collaboration avec les partenaires régionaux du développement, le siège sous-régional a fourni à la CARICOM un soutien afin de mener à bien la première évaluation exhaustive sur cinq ans de l'impact de l'Accord de Partenariat économique entre l'Union européenne et le CARIFORUM sur le développement économique et commercial dans les Caraïbes. On a préparé une étude sur les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord. Ce rapport a été réalisé afin d'évaluer l'impact de l'accord, y compris les coûts et conséquences de la mise en œuvre, et de pouvoir procéder soit à un amendement soit à un ajustement quant à son application, le cas échéant.

37. Deux réunions d'experts, chacune à leur tour, ont fourni des informations et révisé une étude analysant l'impact potentiel de la monnaie numérique, telle que Bitcoin, dans les Caraïbes. L'une des conclusions clés de ces réunions a été qu'il existait une valeur potentielle importante dans la facilitation de l'échange de points de vue entre les chefs d'entreprise au sujet des nouvelles industries et autorités de régulation de la monnaie numérique, empêchant ainsi le blanchiment d'argent et faisant la promotion de la stabilité macroéconomique. Une réunion d'experts a également été convoquée sur les approches régionales pour développer des applications d'administration en ligne dans les Caraïbes. Malgré les difficultés de coordination qui pourraient entraver la bonne mise en œuvre des projets régionaux d'administration en ligne, la réunion a recommandé que les projets soient guidés par les besoins individuels des pays participants, plutôt que par les préférences des bailleurs de fonds ou des pressions externes exercées par les vendeurs.

38. Une réunion d'experts a été convoquée pour discuter des problèmes en matière de données auxquels font face les Caraïbes en relation au suivi et à l'évaluation des Objectifs de développement durable. Une étude de la CEPALC sur l'utilisation des grandes séries de données pour les statistiques officielles dans les Caraïbes a été considérée pendant la réunion, ainsi que les possibilités et problèmes que présentent ces grandes séries de données. Le groupe d'experts a convenu que les solutions aux grandes séries de données devaient être élaborées pour correspondre au contexte de la sous-région des Caraïbes et qu'une stratégie de financement durable était également nécessaire afin de garantir la viabilité à long terme des initiatives sur les grandes séries de données. La réunion a recommandé la mise en place d'un organe régional pour servir de référentiel de grandes séries de données sur les Caraïbes ainsi que la création d'un centre d'excellence sur les outils analytiques pour les grandes séries de données afin de promouvoir l'expertise régionale dans les méthodologies et les outils analytiques pour les grandes séries de données.

39. Le siège sous-régional a également convoqué une réunion d'experts afin de discuter des propositions d'expansion de l'accès par les chercheurs aux micro-données des recensements dans les

Caraïbes. Ils ont étudié les résultats d'une enquête entreprise par le siège sous-régional sur la valeur de la diffusion des micro-données des recensements dans les Caraïbes auprès des chercheurs et la réunion a recommandé que la sous-région prenne les mesures qui s'imposent pour rendre ces micro-données anonymes et les mettre à la disposition des chercheurs. Pour obtenir le maximum de bénéfices, il faudrait trouver un équilibre entre la confidentialité et l'utilité des données anonymes.

40. L'Annexe 1 détaille les publications produites par le siège sous-régional pendant la période concernée.

## **2. Développement et coopération dans les Caraïbes**

41. Dans le cadre de ce sous-programme, la vingt-cinquième session du CDCC s'est tenue avec succès au niveau ministériel. Des représentants de 10 Etats membres<sup>1</sup> ont participé à la session, y compris 5 ministres. Des représentants de quatre pays membres associés<sup>2</sup> étaient également présents. Lors de cette session, les participants ont étudié les préparatifs des Caraïbes pour la troisième Conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en Développement, traité des priorités clés pour les Caraïbes avant la Conférence et de l'intégration de ces priorités à l'agenda de développement post-2015, exploré des stratégies visant à promouvoir une croissance durable et développer la résilience dans les Petits Etats insulaires en développement (PEID) des Caraïbes, reçu des informations sur la vision et les activités stratégiques du siège sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC pour la période biennale et au-delà et réaffirmé les efforts entrepris par la CEPALC pour soutenir ses pays membres associés countries. Dans le cadre de cette réunion, on a lancé une version mise à jour de la méthodologie DaLA, particulièrement importante pour les Caraïbes, puisque traiter la vulnérabilité critique et continue des PEID des Caraïbes est l'un des piliers du sous-programme et que l'évaluation des dommages et pertes en fait partie intégrante. Lors de cette réunion les participants ont été informés de la décision de la Commission de redonner la responsabilité des secours en cas de catastrophe, de l'évaluation des dommages et pertes et du développement de la résilience pour l'ensemble de la région au siège sous-régional.

42. Le Comité a étudié le rapport de la seizième réunion du Comité de Suivi et le résumé des conclusions et recommandations issues de sa réunion technique et adopté le programme de travail pour la période biennale 2016-2017, adopté ultérieurement par la CEPALC lors de sa trente-cinquième session, qui s'est tenue au Pérou en mai 2014. Le Comité a également accueilli l'accession des Bermudes, de Curaçao, de la Guadeloupe et de la Martinique en qualité de membres associés de la CEPALC.

43. Les décideurs politiques et experts des pays membres et institutions partenaires ont également participé à des réunions convoquées sous l'égide du sous-programme sur les questions de développement mondial et régional affectant la sous-région. La sixième réunion du Comité technique consultatif du Mécanisme régional de Coordination pour la Stratégie de Maurice pour le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des Petits Etats insulaires en développement a servi à réviser les progrès faits par les pays des Caraïbes en ce qui concerne la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice et a exploré les stratégies pour surmonter les obstacles à sa mise en œuvre. Un prototype de plateforme de technologies de l'information et de la communication (TIC) pour faciliter l'échange de connaissances et la soumission de rapports sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice a été présenté pour être débattu et on a informé les participants au sujet des préparatifs des

---

<sup>1</sup> Antigua-et-Barbuda, Cuba, Guyana, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

<sup>2</sup> Bermudes, Curaçao, Guadeloupe and Martinique.

pays des Caraïbes quant à leur participation à la Troisième Conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en développement.

44. La troisième Table ronde sur le développement des Caraïbes (CDR) a été convoquée sur le thème « Exploration des stratégies pour le développement durable dans les Petits Etats insulaires en développement des Caraïbes ». Trente-sept conclusions et recommandations sont issues de cette table ronde. Elles visent à développer une vision pour répondre aux vulnérabilités des PEID des Caraïbes par le biais de l'identification de stratégies pour développer la résilience et de la facilitation d'idées pour améliorer la croissance et le développement. Plusieurs de ces recommandations ont été ensuite programmées afin d'être mises en œuvre dans le programme de travail 2016-2017. La Table ronde a également servi de base solide pour stimuler un débat pertinent sur les politiques lors de la vingt-cinquième session du CDCC qui a eu lieu immédiatement après la table ronde.

45. Dans le cadre de sa réponse au mandat qui était de réaliser des activités pour commémorer 2014 comme l'Année internationale des Petits Etats insulaires en développement (Résolution 67/206 de l'Assemblée générale), on a organisé un événement de haut niveau pendant la vingt-cinquième session du CDCC, afin de présenter la riche diversité culturelle, artistique et musicale des Caraïbes et contribuer à sensibiliser le public et à promouvoir une meilleure connaissance et compréhension des questions cruciales concernant les aspirations des PEID des Caraïbes au développement durable. Un concours de rédaction ouvert à la jeunesse des Caraïbes a été coordonné par le sous-programme, mettant l'accent sur leur perception des questions cruciales auxquelles font face les PEID et les moyens de créer des possibilités de croissance et de développement, en particulier pour les jeunes, dans la sous-région.

46. En marge de la trente-cinquième session de la CEPALC, on a organisé à Lima en mai 2014 une consultation caribéenne intitulée « Maximisation des bénéfices de l'intégration commerciale et régionale pour les Caraïbes ». Cette consultation a vu la participation de représentants de haut niveau des Caraïbes qui ont discuté des possibilités de renforcement de l'intégration régionale et de l'établissement du commerce comme un instrument de développement économique durable plus efficace dans les Caraïbes.

47. La Réunion technique des Caraïbes sur l'Examen et l'Evaluation de Beijing+20 de la Déclaration et Plateforme d'action de Beijing 1995 a réuni les directeurs et responsables des organisations nationales de femmes des Caraïbes, ainsi que les bureaux chargés des questions de genre, les partenaires gouvernementaux, la société civile, les agences des Nations Unies et les partenaires caribéens afin d'examiner les progrès réalisés et de proposer des recommandations sur le respect des engagements de Beijing dans le contexte de l'agenda de développement post-2015.

48. On a convoqué un symposium sur les Objectifs de développement durable pour les Caraïbes dans le cadre du sous-programme en relation avec l'agenda de développement post-2015. Les discussions lors du symposium ont été basées sur un rapport de la CEPALC détaillant les principaux défis de développement que la sous-région doit relever, comme intrants dans le processus d'identification des priorités pour les objectifs et cibles de développement durables. Les participants ont également réfléchi au besoin de convenir quels indicateurs seront les plus appropriés pour identifier, assurer le suivi et évaluer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable dans les Caraïbes. On a également identifié la collecte de données et la prise de décisions basée sur des éléments concrets comme indispensables à la sélection de cibles réalistes et réalisables.

49. Lors de la dix-septième réunion du Comité de suivi du CDCC, les participants ont étudié les propositions visant à hiérarchiser les Objectifs de développement durable et approuvé les recommandations du symposium demandant la création d'un cadre régional de suivi et de soutien à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable dans les Caraïbes. Ce cadre tiendrait également compte des indicateurs qui seraient mieux à même de mesurer et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ces Objectifs dans le contexte caribéen.

50. Lors de la Conférence caribéenne sur le vieillissement, les mauvais traitements infligés aux personnes âgées et les droits des personnes âgées, organisée par le siège sous-régional en collaboration avec des partenaires de Dominique et de Martinique, les participants ont considéré toute une gamme de questions et problèmes relatifs au vieillissement démographique, y compris la protection et la promotion des droits des personnes âgées ; la sécurité économique des personnes âgées ; les stratégies de promotion du vieillissement actif et en bonne santé ; l'offre de services d'aide sociale aux personnes âgées ; la protection des personnes âgées contre les mauvais traitements financiers, physiques et psychologiques et la promotion d'un vieillissement actif pour faciliter la poursuite de la participation des personnes âgées à tous les aspects de la société. Les participants ont souligné, entre autres, le besoin d'améliorer les retraites, de trouver des solutions à l'exploitation financière des personnes âgées et de renforcer la législation pour empêcher les mauvais traitements infligés aux personnes âgées.

51. L'Annexe 2 détaille les réunions organisées pour les Caraïbes dans le cadre du sous-programme.

### **3. Coopération technique pour le développement économique et social**

52. Plusieurs demandes de la part des Etats membres du CDCC ont reçu des réponses dans le cadre du sous-programme. La Jamaïque a demandé un soutien pour guider les décideurs quant aux stratégies afin de résoudre le problème du vol des produits agricoles, qui s'avère être une des préoccupations croissantes pour les économies rurales dans les Caraïbes. Les résultats, conclusions et recommandations de cette étude ont été très bien accueillis et l'adoption des recommandations est à l'étude.

53. Le gouvernement de Sainte-Lucie a reçu une aide pour réaliser une étude sur la question de l'éclairage des rues, qui a entraîné une recommandation suggérant de remplacer les lampes au sodium haute pression par des diodes électroluminescentes. Cette recommandation a été présentée et adoptée par les hauts fonctionnaires et cette initiative devrait entraîner des économies financières conséquentes, une réduction des émissions de gaz à effet de serre, une baisse de la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et un meilleur éclairage des rues pour le pays tout entier.

54. Le gouvernement des Iles Turques-et-Caïques a demandé une aide technique pour le développement de prévisions démographiques pour les 15 prochaines années ainsi que pour la formation du personnel pour le développement de prévisions nationales. Les décideurs vont pouvoir utiliser de meilleures estimations nationales afin d'assurer une planification et un développement de politiques solides basés sur des éléments concrets.

55. Le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda, préoccupé par le problème de la hausse des prix de la consommation (que ce soit pour les biens ou les services), a demandé une analyse des facteurs responsables afin de développer des stratégies visant à améliorer le pouvoir d'achat de ses citoyens. Les conclusions de cette étude et les recommandations pour le développement d'un cadre de protection des consommateurs ont été acceptées par les responsables gouvernementaux et seront soumises à l'approbation des orientations début 2016.

56. Saint-Kitts-et-Nevis a demandé des conseils quant à la mise en œuvre d'aspects clés de sa Stratégie de production nationale, développée par le gouvernement pour orienter le développement à moyen terme du secteur manufacturier national. Les recommandations fournies ont été acceptées par le Ministère du Commerce international, de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation et sera inclus au budget national qui sera présenté en 2016.

57. La CEPALC a également contribué au développement de capacités nationales dans les Caraïbes par le biais d'ateliers de formation et de séminaires. Vingt-sept experts techniques de la région provenant

de quatre pays<sup>3</sup> ont été formés à l'utilisation du logiciel REDATAM (récupération des données pour les petites surfaces par micro-ordinateur) afin de développer des applications pour la diffusion de micro-données à partir des enquêtes et recensements nationaux. Cette formation devrait aider à faciliter un meilleur accès du public aux données et par conséquent faciliter une utilisation plus large pour une élaboration de politiques, des recherches et un développement basés sur des éléments concrets.

58. De plus, 16 experts de huit pays<sup>4</sup> ont reçu une formation aux aspects fondamentaux des études d'emploi du temps, ce qui leur a permis de conduire des études d'emploi du temps et de mesurer avec précision le travail rémunéré et non-rémunéré, faisant ainsi la lumière sur la dynamique sexospécifique au sein des ménages, l'économie des soins (ou domestique) et la contribution des femmes à la production nationale.

59. En novembre 2015, avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement (BID), la CEPALC a dirigé la visite d'évaluation des dégâts et pertes occasionnés par l'ouragan Joaquin aux Bahamas. La BID utilisera les conclusions de ce rapport comme base pour la stratégie de recouvrement des Bahamas. C'était la première visite d'évaluation de ce genre menée dans la sous-région depuis que l'évaluation des dégâts et pertes a été réintroduite comme pilier de développement stratégique du sous-programme.

60. L'Annexe 3 détaille les séminaires et ateliers organisés par la CEPALC, tandis que l'Annexe 4 présente l'aide technique fournie aux pays des Caraïbes dans le cadre du sous-programme.

#### **4. Résolutions du Comité de développement et de coopération des Caraïbes**

61. Lors de sa vingt-cinquième session, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes a adopté les résolutions suivantes : résolution 81 (XXV), « Soutien au travail du bureau de la CEPALC à Port-of-Spain sur les évaluations des catastrophes et le développement de la résilience dans les Caraïbes » ; résolution 82(XXV), « Promotion des droits des personnes handicapées » ; résolution 83 (XXV), «Soutien aux conclusions de la Table ronde sur le développement des Caraïbes » ; résolution 84 (XXV), «Revitalisation du rôle et des responsabilités de coordination du Mécanisme régional de coordination » ; résolution 85 (XXV), « Soutien au travail de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans les Caraïbes » ; résolution 86 (XXV), « Admission des Bermudes en qualité de membre associé du Comité de développement et de coopération des Caraïbes » ; résolution 87 (XXV), «Admission de Curaçao en qualité de membre associé du Comité de développement et de coopération des Caraïbes » ; résolution 88 (XXV), « Admission de la Guadeloupe en qualité de membre associé du Comité de développement et de coopération des Caraïbes » ; résolution 89 (XXV), « Admission de la Martinique en qualité de membre associé du Comité de développement et de coopération des Caraïbes » et résolution 90 (XXV), « Soutien aux Petits Etats insulaires en développement des Caraïbes dans leur préparatifs à la Troisième Conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en développement ».

62. Conformément à l'engagement pris de renouveler l'apport d'aide aux Etats membres quant au renforcement de leurs capacités d'évaluation des risques et de développement de la résilience, le siège sous-régional pour les Caraïbes se félicite du transfert d'un poste d'économiste avec responsabilité centrale du portefeuille d'évaluation des catastrophes et de développement de la résilience en Amérique latine et dans les Caraïbes à partir du siège de la CEPALC en 2015. Beaucoup d'activités, y compris de

<sup>3</sup> Antigua-et-Barbuda, Barbade, Grenade et Trinité-et-Tobago

<sup>4</sup> Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Dominique, Grenade, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Suriname.

développement des capacités, sont actuellement en cours et d'autres ont été incluses au programme de travail 2016-2017 du siège sous-régional (résolution 81 (XXV)).

63. Conformément aux recommandations issues de la troisième Table ronde sur le développement des Caraïbes, en particulier en ce qui concerne la gestion de la dette publique, on a lancé un projet visant à renforcer la capacité technique d'un groupe de responsables de la gestion des finances publiques des Caraïbes afin de garantir une prévision et une planification plus efficaces des finances publiques. Par ailleurs, on a fourni un soutien technique à des représentants des Etats membres d'Amérique latine et des Caraïbes en ce qui concerne les priorités de la région en matière de financement du développement. A cet effet, le personnel du siège sous-régional a informé les représentants lors d'une session spéciale de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), tenue à New York, présentant une perspective caribéenne sur les besoins et priorités de la région. Ces discussions ont été précieuses afin de contribuer à l'élaboration d'une position régionale dans le contexte des préparatifs en cours pour la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba en juillet 2015 (résolution 83 (XXV)).

64. Des progrès importants ont été réalisés quant à la mise en place d'un cadre institutionnel pour la soumission de rapports sur les progrès des PEID vers la réalisation des objectifs dans le cadre de la Stratégie de Maurice, et maintenant sur les résultats des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de SAMOA). La CEPALC, en sa qualité de secrétariat du Comité consultatif technique du Mécanisme régional de coordination (MRC), a complété un test pilote intégral d'un cadre de soumission de rapports en ligne avec la Grenade et la Jamaïque. Le test pilote a mis l'accent sur deux domaines thématiques de la Stratégie de Maurice : « le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer » et « les catastrophes naturelles et environnementales ». Suite à des consultations, on est en train de modifier la plateforme pour une utilisation potentielle par la communauté dans son ensemble (résolution 84 (XXV)).

65. Le siège sous-régional a également exprimé ses condoléances à l'occasion du décès de Monsieur Navin Chandarpal, Conseiller du président du Guyana et président en exercice du Comité de consultation technique du Mécanisme régional de coordination, en octobre 2014.

66. Dans le cadre du sous-programme, on a augmenté les efforts pour encourager une meilleure intégration des pays membres associés du CDCC aux activités de recherche de la CEPALC. Quatre pays membres associés (Anguilla, Curaçao, Iles Caïmans et Iles Turques-et-Caïques) ont participé à la Réunion technique des Caraïbes sur l'Examen et l'évaluation de Beijing+20 de la Déclaration et Plateforme d'action de Beijing 1995 et à la cinquante-cinquième réunion des présidents de la Conférence régionale sur les Femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui se sont toutes deux tenues en novembre 2014. Leurs rapports nationaux font partie du « Rapport de synthèse d'examen et d'évaluation des Caraïbes sur la mise en œuvre de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Beijing », qui font partie des documents officiels de la réunion des présidents. Le Rapport de synthèse a aidé à attirer l'attention sur les progrès réalisés par les pays membres associés sur les questions de développement et d'égalité entre les sexes (résolution 85 (XXV)).

67. Conformément aux recommandations du « Rapport final de la seconde phase de l'évaluation approfondie du rôle de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dans les Caraïbes », qui demande une plus grande collaboration en matière de réflexion sur le développement régional, on a modifié le processus d'apport d'aide aux Etats membres. Le sous-programme a encouragé une participation plus large en offrant un soutien technique aux processus de négociation sur plusieurs questions mondiales clés, y compris les PEID, l'égalité entre les sexes et le

financement du développement. Des efforts ont été faits pour faciliter le processus de rédaction afin de représenter de manière adéquate les besoins de la sous-région et d'identifier les questions spécifiques qui reflètent les vulnérabilités et besoins uniques des Caraïbes. Le siège sous-régional a cherché à faciliter les réflexions sur le développement régional en offrant son expertise et sa capacité de direction lors d'événements comprenant une série de débats sur l'égalité hommes-femmes organisée par l'Université des Indes occidentales (résolution 85 (XXV)).

68. Le siège sous-régional a augmenté sa visibilité en améliorant sa collaboration avec le siège de la CEPALC afin de garantir la couverture intégrale de l'expérience caribéenne en matière de développement dans ses publications phares. Par ailleurs, le fait d'avoir un personnel au complet dans l'Unité d'Information et de Planification stratégique a permis au siège sous-régional d'étendre sa couverture médiatique par le biais de la publication du bulletin le « Hummingbird » et d'une meilleure présence dans les médias sociaux. En résumé, le siège sous-régional est mieux à même de s'investir auprès de l'ensemble de la communauté afin de soutenir le développement économique et social dans la sous-région (résolution 85 (XXV)).

69. Le siège sous-régional a soutenu la promotion des intérêts des PEID dans l'agenda de développement durable en convoquant une réunion préparatoire à la Troisième Conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en développement. Cette réunion a rassemblé les responsables gouvernementaux de haut niveau et les experts participant aux négociations sur le projet de document final de la Conférence, qui ont procédé à un examen détaillé et ont apporté une contribution technique importante pour l'avant-projet de texte. Cette intervention a garanti que les principales préoccupations des PEID des Caraïbes ont bien été reflétées dans le document négocié adopté par la Conférence (résolution 90 (XXV)).

### C. ACTIVITES DANS LES CARAÏBES DANS LE CADRE D'AUTRES SOUS-PROGRAMMES

70. Les pays des Caraïbes ont participé à une grande variété d'activités mises en œuvre dans le cadre des 13 autres sous-programmes du programme de travail de la CEPALC pour 2014-2015.

#### 1. Activités en Amérique latine et dans les Caraïbes

71. Les Etats membres des Caraïbes ont participé à de nombreuses réunions intergouvernementales organisées par la CEPALC pour l'Amérique latine et les Caraïbes (voir tableau 1).

Tableau 1

#### Réunions intergouvernementales organisées par la CEPALC pour l'Amérique latine et les Caraïbes

| Réunion   | Lieu                  | Date           |
|---|-----------------------|----------------|
| Vingt-cinquième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes                                     | Kingston              | 25 avril 2014  |
| Trente-cinquième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes                           | Lima                  | 5-9 mai 2014   |
| Cinquantième réunion des présidents de la Conférence régionale sur les Femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes | Santiago              | 19-20 mai 2014 |
| Vingt-huitième session du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes           | New York (Etats-Unis) | 22 mai 2014    |



| <b>Réunion</b>  | <b>Lieu</b>           | <b>Date</b>         |
|---|-----------------------|---------------------|
| Première session de la Conférence sur la Science, l'Innovation et les Technologies de l'Information et de la Communications de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes  | Santiago              | 9-10 juin 2014      |
| Vingt-quatrième réunion des présidents du Conseil régional pour la planification de l'Institut latino-américain et caribéen de planification économique et sociale  | Antigua (Guatemala)   | 19-20 juin 2014     |
| Vingt-neuvième session du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Réunion sur les défis de contrôle et de reddition de comptes pour l'agenda de développement post-2015                                | Santiago              | 28-29 août 2014     |
| Quatrième réunion des points focaux nommés par les gouvernements des pays signataires de la Déclaration sur l'application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement en Amérique latine et dans les Caraïbes | Santiago              | 4-6 novembre 2014   |
| Réunion préparatoire à la Cinquième Conférence ministérielle sur la Société de l'Information en Amérique latine et dans les Caraïbes  | San José              | 5-7 novembre 2014   |
| Première réunion des présidents de la Conférence régionale sur la Population et le Développement en Amérique latine et dans les Caraïbes  | Santiago              | 12-14 novembre 2014 |
| Cinquante-et-unième réunion des présidents de la Conférence régionale sur les Femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes  | Santiago              | 17-19 novembre 2014 |
| Trentième session du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes  | New York (Etats-Unis) | 19-20 mars 2015     |
| Seizième session extraordinaire du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes  | Santiago              | 16 avril 2015       |
| Première réunion du Comité de négociation de l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation et la justice au sujet des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes                                       | Santiago              | 5-7 mai 2015        |
| Quatorzième réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes  | Santiago              | 26-28 mai 2015      |
| Deuxième réunion des présidents de la Conférence régionale sur la Population et le Développement en Amérique latine et dans les Caraïbes  | Santiago              | 24-26 juin 2015     |
| Dix-septième réunion du Comité de suivi du Comité de développement et de coopération des Caraïbes   | Port-of-Spain         | 26 juin 2015        |
| Réunion inter-sessionnelle du comité de négociation de l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation et la justice au sujet des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (virtuelle)                 | Santiago              | 28 juillet 2015     |

| Réunion  | Lieu           | Date               |
|--|----------------|--------------------|
| Cinquante-deuxième réunion des présidents de la Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes  | Saint-Domingue | 30-31 juillet 2015 |
| Vingt-cinquième réunion des présidents du Conseil régional sur la planification de l'Institut latino-américain et caribéen de planification économique et sociale (ILPES)  | Santiago       | 12 août 2015       |
| Réunion inter-sessionnelle du comité de négociation de l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation et la justice sur les questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (virtuelle) | Santiago       | 3 septembre 2015   |
| Deuxième session de la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes  | Mexico         | 6-9 octobre 2015   |
| Deuxième réunion du comité de négociation de l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation et la justice sur les questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes                       | Panama         | 27-29 octobre 2015 |
| Conférence régionale sur le développement social en Amérique latine et dans les Caraïbes   | Lima           | 2-4 novembre 2015  |

72. Le rapport de la vingt-cinquième session du CDCC a été soumis à la trente-cinquième session de la CEPALC qui s'est tenue du 5 au 9 mai 2014 à Lima. Sur la base de ce rapport, la CEPALC a adopté la résolution 680 (XXXV) (Comité de développement et de coopération des Caraïbes), dans laquelle elle a pris note du rapport de la vingt-cinquième session du CDCC et du rapport de la seizième réunion du Comité de suivi du CDCC et a demandé à la Secrétaire exécutive d'employer toutes les mesures nécessaires pour garantir la pleine mise en œuvre des décisions et résolutions respectives. Des représentants de 11 États membres du CDCC<sup>5</sup>, y compris quatre ministres et trois membres associés<sup>6</sup> ont participé à la trente-cinquième session de la CEPALC.

## 2. Activités dans les Caraïbes

73. Quelques activités de coopération technique dans les Caraïbes ont été réalisées par les divisions pertinentes du siège de la CEPALC à Santiago et par le siège sous-régional à Mexico pendant la période considérée et sont détaillées dans l'Annexe 5.

## D. CONCLUSION

74. Le programme de travail pour la période biennale 2014-2015 a mis l'accent sur une série d'activités multidisciplinaires comprenant la recherche et l'analyse, le développement des compétences, l'aide technique et la formation, ainsi que sur la convocation de symposiums, ateliers et réunions intergouvernementales visant à promouvoir un débat régional et la recherche de solutions aux problèmes de développement urgents auxquels fait face la sous-région. Les activités entreprises pour la période 2016-2017 seront de plus en plus organisées en collaboration avec d'autres divisions de la CEPALC et des partenaires du développement dans les Caraïbes afin d'étendre la portée et l'impact du travail du sous-programme et continuera à s'appuyer sur les réalisations de la période biennale précédente.

<sup>5</sup> Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.

<sup>6</sup> Curaçao, Guadeloupe et Porto Rico.

## Annexe 1

**LISTE DES PUBLICATIONS DANS LE CADRE DU SOUS- PROGRAMME 13 :  
ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES**

- Technologies de l’information et de la communication pour la gestion du risque de catastrophe dans les Caraïbes (LC/CAR/L.430 – en anglais)
- Progrès dans la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice : Rapport de synthèse de la région Caraïbes (LC/CAR/L.431– en anglais)
- Situation du travail non rémunéré et de l’égalité hommes-femmes dans les Caraïbes : la mesure du travail non rémunéré par l’intermédiaire des études d’emploi du temps (LC/CAR/L.432– en anglais)
- Investissement étranger direct dans les Caraïbes : tendances, déterminants majeurs et politiques (LC/CAR/L.433– en anglais)
- Stratégies pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre du Programme d’action de la Barbade et de la Stratégie de Maurice dans les Caraïbes (LC/CAR/L.441– en anglais)
- Intégration régionale dans les Caraïbes : le rôle des accords commerciaux et la transformation structurelle. (LC/CAR/L.448– en anglais)
- Une évaluation des mécanismes visant à améliorer l’efficacité énergétique dans le secteur des transports à la Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines (LC/CAR/L.449– en anglais)
- Etude économique des Caraïbes 2014 : réduction des risques de ralentissement et meilleures perspectives de redressement (LC/CAR/L.450– en anglais)
- Rapport de développement dans les Caraïbes : exploration des stratégies pour une croissance et un développement durables dans les Petits Etats insulaires des Caraïbes (LC/CAR/L.451– en anglais)
- Une évaluation des résultats des accords commerciaux extrarégionaux de la CARICOM : exercice de cadrage initial (LC/CAR/L.455/Rev.1– en anglais)
- La Plateforme d’action de Beijing : vint ans de mise en œuvre dans les Caraïbes (LC/CAR/L.457 – en anglais)
- Question de commerce et de développement : réflexions sur les résultats du commerce des marchandises dans le cadre de l’Accord de partenariat économique CARIFORUM-Union européenne. Perspective du CARIFORUM (LC/CAR/L.458 - en anglais)
- Stratégie de développement pour le secteur des technologies de l’information et de la communication dans les Caraïbes : une perspective mondiale (LC/CAR/L.460 - en anglais)

- Rapport de synthèse et d'évaluation des Caraïbes sur la mise en œuvre de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Beijing (LC/CAR/L.470 – en anglais)
- Les Caraïbes et l'agenda de développement post-2015 (LC/CAR/L.472 – en anglais)
- Vers un modèle de demande pour un transport maritime de passagers dans les Caraïbes : une étude régionale pour un transport de passagers par ferry (LC/CAR/L.477 – en anglais)
- Vieillesse dans les Caraïbes et droits humains des personnes âgées : double impératif pour l'action (LC/CAR/L.481 – en anglais)
- Perspectives et risques associés à l'avènement de la monnaie numérique dans les Caraïbes (LC/CAR/L.482 – en anglais)
- Approches régionales des initiatives d'administration électronique dans les Caraïbes (LC/CAR/L.483 – en anglais)
- Evaluation des grandes bases de données pour les statistiques officielles dans les Caraïbes : défis et perspectives (LC/CAR/L.485 – en anglais)
- Diffusion des micro-données des recensements dans les Caraïbes auprès des chercheurs : intégration de l'expérience d'anonymisation de micro-données pour la Grenade et Trinité-et-Tobago (LC/CAR/L.486 – en anglais)
- Etude économique sur les Caraïbes 2015 : équilibrer la reprise économique et l'endettement élevé dans les Caraïbes (LC/CAR/L.487 – en anglais)
- Révision des évaluations des dégâts et pertes par la CEPALC dans les Caraïbes (LC/CAR/W.7 – en anglais)
- Evaluation des stratégies d'intégration de la méthodologie d'évaluation des dégâts et pertes à l'évaluation des besoins post-catastrophe (LC/CAR/W.8 – en anglais)

## Annexe 2

**REUNIONS CONVOQUEES PAR LE SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES CARAIBES**

| <b>Réunion</b>  | <b>Lieu et date</b>                           | <b>Membres et membres associés participants</b>   |
|---|---|---|
| Réunion d'un groupe d'experts pour étudier l'impact de l'Accord de Partenariat économique UE-CARIFORUM sur les pays du CARIFORUM  | Port of Spain,<br>16 janvier 2014             | Guyana, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago   |
| Réunion sur les liens entre l'évaluation des besoins post-catastrophe et la méthodologie d'évaluation des dégâts et pertes  | Gros Islet (Sainte-Lucie),<br>26 février 2014 | Antigua-et-Barbuda, Grenade, Guyana, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines  |
| Session de dialogue sur les Orientations de SAMOA   | Port of Spain,<br>14 avril 2014               | Antigua-et-Barbuda, Barbade, Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago  |
| Sixième réunion du Comité technique consultatif du Mécanisme de coordination régional pour la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des Petits Etats insulaires en développement     | Port of Spain,<br>15 avril 2014               | Antigua-et-Barbuda, Barbade, Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago  |
| Troisième réunion de la Table ronde sur le développement des Caraïbes   | Kingston,<br>23-24 avril 2014                 | Antigua-et-Barbuda, Cuba, Guyana, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinidad and Tobago, Bermuda, Curaçao and Guadeloupe |
| Vingt-cinquième session du Comité de Développement et de Coopération des Caraïbes   | Kingston,<br>25 avril 2014                    | Antigua-et-Barbuda, Cuba, Guyana, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Bermudes, Curaçao, Guadeloupe et Martinique               |
| Réunion informelle préparatoire pour la troisième réunion du Comité préparatoire de la Troisième conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en développement   | Kingstown,<br>10-12 juin 2014                 | Barbade, Jamaïque, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines  |
| Réunion sur les énergies durables dans les Caraïbes : « Réduction de l'empreinte carbone dans les Caraïbes par le biais de la promotion de l'efficacité énergétique et de l'utilisation des technologies renouvelables : promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur des transports » | Castries,<br>25 juillet 2014                  | Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines  |
| Réunion du groupe d'experts pour discuter l'évaluation des résultats des accords commerciaux extrarégionaux de la CARICOM   | Port of Spain,<br>17 octobre 2014             | Barbade, Saint-Kitts-et-Nevis et Trinité-et-Tobago  |
| Réunion technique dans les Caraïbes : session spéciale sur Beijing+20 en Amérique latine et dans les Caraïbes   | Santiago,<br>14-15 novembre 2014              | Antigua, Bahamas, Barbade, Cuba, Guyana, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Iles Caïmans et Curaçao   |
| Réunion du groupe d'experts sur les possibilités et risques associés à l'avènement de la monnaie numérique dans les Caraïbes  | Port of Spain,<br>3 décembre 2014             | Barbade, Panama, République dominicaine, Trinité-et-Tobago et Iles Turques-et-Caïques   |
| Deuxième réunion du groupe d'experts sur les possibilités et risques associés à l'avènement de la monnaie numérique dans les Caraïbes   | Port of Spain,<br>12 mars 2015                | Barbade, Etats-Unis d'Amérique, Jamaïque, Trinité-et-Tobago et Iles Turques-et-Caïques  |

| <b>Réunion</b>   | <b>Lieu et date</b>                                 | <b>Membres et membres associés participants</b>   |
|--|---|---|
| Réunion du groupe d'experts sur la mise en œuvre des Orientations de SAMOA dans les Caraïbes   | Gros Islet (Sainte-Lucie),<br>15 mars 2015          | Barbade, Guyana, Jamaïque, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago  |
| Réunion du groupe d'experts sur les approches régionales au sujet du développement des applications d'administration en ligne dans les Caraïbes  | Port of Spain,<br>17 mars 2015                      | Barbade, Jamaïque, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago  |
| Réunion technique dans les Caraïbes sur les propositions d'objectifs de développement durable dans le contexte de l'agenda de développement post- 2015   | Port of Spain,<br>27 mars 2015                      | Les agences, fonds et programmes des Nations Unies ont participé à cette réunion, ainsi que des représentants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), de la Banque de développement des Caraïbes (BDC) et du Centre de développement des politiques des Caraïbes (CPDC). |
| Septième réunion du Comité technique consultatif du Mécanisme de coordination régional pour la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des Petits Etats insulaires en développement | Castries (Sainte-Lucie)<br>29 avril 2015            | Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago   |
| Réunion du groupe d'experts pour étudier un modèle de demande pour le transport maritime de passagers dans les Caraïbes  | Port of Spain<br>21 mai 2015                        | Barbade, Trinité-et-Tobago, Anguilla et Montserrat. Organisations régionales : Association des Etats de la Caraïbe (AEC), OECO, Banque de développement des Caraïbes (BDC) et CARICOM. Organisation maritime internationale (OMI). Université de Trinité-et-Tobago (UTT)  |
| Symposium sur les objectifs de développement durable pour les Caraïbes dans le cadre de l'agenda de développement post-2015  | Port of Spain<br>24-25 juin 2015                    | Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Grenade, Guyana, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Bermudes, Iles Caïmans, Martinique, Montserrat, et Sint Maarten                |
| Dix-septième réunion du Comité de suivi du Comité de développement et de coopération des Caraïbes  | Port of Spain,<br>26 juin 2015                      | Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Grenade, Guyana, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Iles Caïmans, Martinique, Montserrat et Sint Maarten                           |
| Réunion du groupe d'experts pour réviser l'avant-projet d'étude afin de développer un cadre de développement des Caraïbes à moyen terme  | Port of Spain<br>6 juillet 2015                     | Barbade, Trinité-et-Tobago et Jamaïque  |
| Réunion du groupe d'experts pour examiner le potentiel d'intégration de grandes bases de données à la production actuelle de données statistiques dans les Caraïbes  | Port of Spain<br>24 août 2015                       | Barbade, Grenade, Jamaïque, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago   |
| Réunion du groupe d'experts pour examiner le potentiel d'élargissement de l'accès aux micro-données de recensement caribéennes pour les chercheurs   | Port of Spain<br>23 novembre 2015                   | Grenade, Jamaïque, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinité-et-Tobago. Université du Minnesota (Etats-Unis d'Amérique)  |
| Conférence caribéenne sur le vieillissement, les mauvais traitements infligés aux personnes âgées et les droits des personnes âgées  | Roseau (Dominique)<br>30 novembre-1er décembre 2015 | Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago et Martinique  |

## Annexe 3

**SEMINAIRES ET ATELIERS CONVOQUES PAR LE SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES CARAIBES**

| <b>Intitulé du séminaire/de l'atelier</b>   | <b>Lieu et date</b>  | <b>Membres et membres associés participants</b>  |
|---|--|--|
| Atelier de présentation du programme de la CEPALC sur les indicateurs d'efficacité énergétique  | Oranjestad,<br>26-28 février 2014  | Aruba  |
| Consultation caribéenne : maximisation des bénéfices du commerce et de l'intégration régionale pour les Caraïbes                                  | Lima, 5 mai 2014   | Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Guyana, Jamaïque, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago            |
| Atelier de formation régional sur le développement des applications REDATAM pour la diffusion du recensement de la population et de logement 2011 | St. George's,<br>29 septembre au<br>10 octobre 2014                            | Antigua-et-Barbuda, Barbade et Grenade   |
| Séminaire régional sur les études d'emploi du temps   | Kingstown,<br>10-11 décembre 2014  | Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Dominique, Grenade, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Suriname |
| Atelier national de formation sur le développement des applications REDATAM pour la diffusion des données du recensement 2011                     | Port of Spain,<br>17-28 février 2015   | Trinité-et-Tobago  |
| Cours de formation sur la méthodologie d'évaluation des catastrophes  | Lima, 5-8 mai 2015   | Pérou  |
| Cours de formation sur la méthodologie d'évaluation des catastrophes  | Cusco (Pérou)<br>16-19 juin 2015   | Pérou  |
| Webinaire d'information sur le projet d'agenda numérique eLAC 2018  | Port of Spain<br>18 juin 2015  | Barbade, Belize, Grenade, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago                               |
| Cours de formation sur la méthodologie d'évaluation des catastrophes  | San José, 3-5 août 2015  | Costa Rica   |
| Cours de formation sur la méthodologie d'évaluation des catastrophes  | Port of Spain<br>5-7 octobre 2015  | Trinité-et-Tobago  |
| Cours de formation sur la méthodologie d'évaluation des catastrophes  | Moyobamba (Pérou)<br>14-16 octobre 2015<br>Piura (Pérou)<br>19-21 octobre 2015 | Pérou  |

## Annexe 4

**AIDE TECHNIQUE FOURNIE PAR LE SIEGE SOUS-REGIONAL POUR LES CARAIBES**

| <b>Dates</b>                    | <b>Membre ou membre associé et description de l'aide</b>   |
|---------------------------------|--|
| <b>Antigua-et-Barbuda</b>       |  |
| 29 septembre to 10 octobre 2014 | Aide technique sur le développement des applications du logiciel REDATAM (recouvrement de données pour les petites zones par micro-ordinateur) pour la diffusion des données à partir des récents recensements nationaux du pays.  |
| 22 octobre to 3 novembre 2014   | Conseils apportés au sujet de l'élaboration de politiques économiques et commerciales visant à diversifier l'économie, augmenter les exportations et améliorer la résilience économique. On a également identifié des domaines clés pour de futures interventions en matière d'aide technique de la part du siège sous-régional pour les Caraïbes de la CEPALC.  |
| 9-12 décembre 2014              | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes.  |
| 10-14 août 2015                 | Consultations avec des agences et institutions gouvernementales clés et une grande variété d'entités du secteur privé de l'industrie agroalimentaire, du tourisme, du bâtiment et de la logistique, afin d'identifier les causes spécifiques des prix élevés. Dans le cadre de la révision de la Division des prix et de la défense des consommateurs, entretiens avec les membres du personnel et révision de tous les processus et systèmes de travail. Consultation également avec le Bureau des normes d'Antigua-et-Barbuda et les groupes de défense des consommateurs liés au travail de la Division afin de définir comment une meilleure collaboration pourrait améliorer le travail de la Division. |
| <b>Bahamas</b>                  |  |
| 4-7 novembre 2014               | Conseils et soutien techniques fournis sur demande. Collecte de données et discussions au sujet des résultats économiques du pays et des problèmes rencontrés en 2014 ainsi que des perspectives pour 2015.  |
| 9-12 décembre 2014              | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes.  |
| 2-14 août 2015                  | Evaluation du cadre de bases de données commerciales du Département bahamien des statistiques, installation du logiciel Eurotrace et formation du personnel du Département.  |
| <b>Barbade</b>                  |  |
| 11-14 mai 2014                  | Entretiens avec les acteurs économiques pour obtenir les informations nécessaires pour l' <i>Etude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes</i> . Discussions sur l'état de l'économie barbadienne et les résultats, politiques et stratégies pour la croissance future du pays.  |
| 6-12 juillet 2014               | Formation sur les aspects macroéconomiques de la méthodologie de l'Evaluation des dommages et pertes (DaLA) et les liens intersectoriels lors de l'atelier Evaluation des besoins post-catastrophe.  |
| 29 septembre to 10 octobre 2014 | Aide technique sur le développement des applications REDATAM pour la diffusion des données à partir des récents recensements nationaux du pays.  |
| 8-13 novembre 2015              | Soutien technique aux parties prenantes clés sur la Stratégie nationale de croissance et de développement à moyen terme 2013-2020.   |
| <b>Belize</b>                   |  |
| 29 octobre to 3 novembre 2014   | Conseils et soutien techniques fournis sur demande. Collecte de données et discussions au sujet des résultats économiques du pays et des problèmes rencontrés en 2014 ainsi que des perspectives pour 2015.  |



| Dates                              | Membre ou membre associé et description de l'aide   |
|------------------------------------|---|
| <b>Dominique</b>                   |   |
| 18 octobre 2014                    | Aide technique sur la partie du programme sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans les Caraïbes, intitulée « Changements structurels pour un développement durable et partagé en Amérique latine et dans les Caraïbes ».   |
| 9-12 décembre 2014                 | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes.   |
| 8 février 2015                     | GIZ a financé un programme sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans les Caraïbes intitulé « Changement structurel pour un développement durable et partagé en Amérique latine et dans les Caraïbes ». Un projet de rapport sur les options de financement pour les technologies en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables à la Dominique a été présenté aux 12 acteurs du monde de l'énergie qui ont fourni des commentaires et un retour d'information.                               |
| <b>Grenade</b>                     |   |
| 3 juillet 2014                     | Aide technique dans le cadre du projet GIZ sur l'énergie durable dans les Caraïbes.   |
| 29 septembre au<br>10 octobre 2014 | Aide technique sur le développement des applications REDATAM pour la diffusion des données à partir des récents recensements nationaux du pays (avec le soutien du siège de la CEPALC).   |
| 9-12 décembre 2014                 | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (avec le soutien du siège de la CEPALC). |
| <b>Guyana</b>                      |   |
| 29 octobre to 2 novembre<br>2014   | Conseils et soutien technique sur demande et collecte d'informations pour le <i>Panorama préliminaire des Economies d'Amérique latine et des Caraïbes</i> .   |
| <b>Jamaïque</b>                    |   |
| 20-28 avril 2014                   | La collecte d'informations a démarré pour une évaluation de l'impact économique des vols de produits agricoles à la Jamaïque.   |
| 1-10 juin 2014                     | Fin de l'évaluation de l'impact économique des vols de produits agricoles à la Jamaïque.  |
| Octobre 2014                       | Conseils techniques relatifs aux politiques macroéconomiques et sectorielles comprenant une évaluation des prévisions économiques et d'autres secteurs pour le reste de 2014 et pour 2015.  |
| 9-12 décembre 2014                 | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes.   |
| 16-27 février 2015                 | Aide technique au Bureau national des statistiques sur l'élaboration des études sur les revenus et dépenses des ménages.  |
| 1-9 septembre 2015                 | Soutien technique à l'Institut jamaïcain des statistiques sur l'élaboration des études sur les revenus et dépenses.   |
| <b>Saint-Kitts-et-Nevis</b>        |   |
| 16-20 mars 2015                    | Un projet a été mis en œuvre dans quelques petits Etats insulaires en développement des Caraïbes afin de renforcer la capacité technique des responsables publics de la gestion des finances publiques. Entretiens avec le point focal du pays et d'autres acteurs, pertinents afin de développer une étude exploratoire pour Saint-Kitts-et-Nevis.   |
| 10-14 août 2015                    | Entretiens et collecte d'informations à utiliser pour le développement d'une stratégie de production nationale.   |

| <b>Dates</b>                           | <b>Membre ou membre associé et description de l'aide</b>  |
|--|---|
| <b>Sainte-Lucie</b>                    |   |
| 9-21 mars 2014                         | Formation initiale sur la méthodologie d'évaluation des catastrophes de la CEPALC et fin de la section macroéconomie de l'Evaluation des besoins post-catastrophe.  |
| 2 juillet 2014                         | Aide technique dans le cadre du projet GIZ sur les énergies durables dans les Caraïbes.   |
| 13-21 septembre 2014                   | Coopération et aide technique apportée aux pays, sur demande, sur les politiques visant à promouvoir les technologies environnementales, la préparation aux catastrophes et la réduction des risques. On a préparé une politique sur l'éclairage de rues.   |
| 9-12 novembre 2014                     |   |
| 13-17 octobre 2014                     | Aide technique sur la partie du programme sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans les Caraïbes, intitulée « Changements structurels pour un développement durable et partagé en Amérique latine et dans les Caraïbes ».   |
| 9-13 février 2015                      |   |
| 9-12 décembre 2014                     | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes.   |
| 24-26 août 2015                        | Réunion de mise en œuvre régionale sur les droits d'accès et le développement durable dans les Caraïbes et atelier sur le changement climatique, les catastrophes naturelles et la vulnérabilité côtière. Ces événements ont été organisés par la CEPALC, l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale, le PNUE et l'Institut des ressources mondiales.   |
| <b>Saint-Vincent-et-les-Grenadines</b> |   |
| 9-22 février 2014                      | Formation initiale sur la méthodologie d'évaluation des catastrophes de la CEPALC et fin de la section macroéconomie de l'Evaluation des besoins post-catastrophe.  |
| 1 juillet 2014                         | Aide technique dans le cadre du projet GIZ sur les énergies durables dans les Caraïbes.   |
| 9-12 décembre 2014                     | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (avec le soutien du siège de la CEPALC). |
| <b>Suriname</b>                        |   |
| Octobre 2014                           | Conseils techniques apportés à l'égard des politiques macroéconomiques et sectorielles qui comprenaient une évaluation des prévisions économiques et d'autres secteurs pour le reste de 2014 et pour 2015.  |
| 9-12 décembre 2014                     | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (avec le soutien du siège de la CEPALC). |
| 26-30 octobre 2015                     | Aide technique au Bureau national de Planification du Suriname sur les processus d'analyse et de planification économiques pour 2016. Réunions également avec d'autres agences pour collecter des informations pour le <i>Panorama préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes</i> , en l'occurrence le Bureau des Statistiques, l'Association du Commerce et de l'Industrie du Suriname, la Corporation de l'investissement et du développement et la Banque centrale.  |
| <b>Trinité-et-Tobago</b>               |   |
| 16-28 février 2014                     | Aide technique au Bureau central des Statistiques et tenue d'un atelier national de formation à l'utilisation du logiciel REDATAM.  |
| <b>Aruba</b>                           |   |
| 26 février au 1 mars 2014              | Coopération technique sur l'énergie durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.  |
| <b>Martinique</b>                      |   |
| 25-27 novembre 2014                    | Consultations avec les parties prenantes sur le financement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans le cadre du projet GIZ.  |

| <b>Dates</b>                   | <b>Membre ou membre associé et description de l'aide</b>   |
|--------------------------------|--|
| <b>Iles Turques-et-Caïques</b> |  |
| 6-12 octobre 2014              | Collecte des données de référence pour le développement de prévisions démographiques nationales et réunion avec les responsables du Département de politique et de planification stratégique.  |
| 2-5 février 2015               | Présentation de nouvelles prévisions démographiques au personnel du Département de politique et de planification stratégique ayant reçu une formation sur l'entretien, la mise à jour et le développement ultérieur des prévisions à l'avenir. |

## Annexe 5

**AIDE TECHNIQUE FOURNIE PAR D'AUTRES DIVISIONS DE LA CEPALC**

| <b>Dates</b>                   | <b>Membre ou membre associé et description de l'aide</b>   |
|--------------------------------|--|
| <b>Barbade</b>                 |  |
| 4-8 novembre 2014              | Réunions avec Invest Barbados, la Commission des Services financiers, Barbados Tourism Investment, le Centre régional d'aide technique des Caraïbes (CARTAC), l'Agence de développement des exportations des Caraïbes, la Société d'investissement et de développement de la Barbade, la Banque centrale de la Barbade et six investisseurs différents. Ces réunions ont fourni beaucoup d'informations sur la situation concernant l'investissement étranger direct (EID) à la Barbade et les politiques connexes. Suite à cette réunion avec le gouverneur de la Banque centrale de la Barbade, la Division de la Production, de la Productivité et de la Gestion aura accès à des données sur l'investissement étranger direct préalablement non disponibles. |
| <b>Belize</b>                  |  |
| 4-7 novembre 2014              | On a présenté les objectifs, résultats escomptés et plan de travail du projet sur l'élaboration des politiques publiques pour la gestion de l'information et organisé des activités d'aide technique.  |
| <b>Cuba</b>                    |  |
| 23-25 avril 2014               | Mission technique pour fournir de l'aide à l'ONEI (Bureau national des statistiques de Cuba) au sujet des comptes publics.   |
| 11-15 mai 2014                 | Entretiens avec les autorités gouvernementales cubaines au sujet du développement économique avec pour objectif mettre à jour les activités conjointes ; échange de vues sur les politiques, projets et autres questions dans la région et collecte d'informations pour l' <i>Etude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes 2014</i> et le <i>Panorama préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes 2014</i> .   |
| 30 juin au 10 juillet 2014     | Aide technique fournit à l'ONEI en ce qui concerne les indices des prix à la consommation.   |
| 1-5 juillet 2014               | On a fourni des services de coopération technique dans les domaines de la planification, du budget et de l'évaluation des politiques, de la réforme économique et de la mise à jour du modèle économique cubain.   |
| 28 septembre au 4 octobre 2014 | Une mission technique a eu lieu pour fournir de l'aide à l'ONEI en ce qui concerne les prix et pour discuter d'un projet de renforcement de la capacité statistique.   |
| 25-29 octobre 2014             | Réunion avec les autorités cubaines au sujet des domaines d'aide technique possibles.  |
| 26 octobre au 1 novembre 2014  | Aide technique fournie à des responsables cubains sur le développement des applications REDATAM pour la diffusion des données du recensement 2012.   |
| 4-8 novembre 2014              | Réunions avec des représentants du gouvernement cubain sur le développement économique de la sous-région pour le <i>Panorama préliminaire des Economies d'Amérique latine et des Caraïbes 2014</i> .   |
| 23 novembre au 5 décembre 2014 | Aide technique au Bureau national des statistiques et de l'information (ONEI) sur les prix.  |
| 1-6 décembre 2014              | Coopération technique à des responsables cubains au sujet des études d'emploi du temps.  |
| 18-28 janvier 2015             | Organisation de cours sur les paradigmes et modèles de développement au vingt-et-unième siècle et d'un atelier sur la décentralisation. Ces deux événements ont été organisés par l'Institut d'Amérique latine et des Caraïbes pour la planification sociale et économique (ILPES) de la CEPALC et l'Université de la Havane.  |
| 27 mars au 5 avril 2015        | Aide technique sur les indices des prix.   |
| 27-30 avril 2015               | Atelier sur le de modernisation du système bancaire.   |
| 3-9 mai 2015                   | Conférence sur la planification stratégique et le développement des politiques en Amérique latine et dans les Caraïbes.  |
| 21-27 juin 2015                | Aide technique à l'ONEI sur les indices des prix.  |
| 23-25 septembre 2015           | Atelier technique consistant en une série de présentations mettant l'accent sur le développement de connaissances supplémentaires des participants cubains et l'encouragement des participants cubains à réfléchir aux avantages et problèmes de l'Investissement étranger direct.   |

| Dates                             | Membre ou membre associé et description de l'aide  |
|-----------------------------------|--|
| 8-14 octobre 2015                 | Aide technique à l'ONEI sur les indices des prix.  |
| <b>République dominicaine</b>     |  |
| 2-5 avril 2014                    | Aide technique sous la forme d'une évaluation de la situation en ce qui concerne les statistiques agricoles et le système actuel de statistiques agricoles en République dominicaine. On a identifié des points focaux nationaux et mis en place des groupes techniques afin de préparer des plans de développement visant à améliorer la production et l'analyse de statistiques agricoles.                                     |
| 15-17 mai 2014                    | Cours sur le renforcement des capacités nationales des secteurs de l'exportation en Amérique latine et dans les Caraïbes pour répondre aux défis du changement climatique.   |
| 24-27 juin 2014                   | Coopération technique aux pays et institutions, sur leur demande, au sujet de l'élaboration de politiques publiques sur l'intégration du genre et le développement des institutions. Cette aide visait les agences et entités gouvernementales responsables des politiques et programmes pour les femmes et autres agences sectorielles pertinentes. On a présenté une communication sur l'autonomisation économique des femmes. |
| 13-19 juillet 2014                | Aide technique fournie dans le cadre du programme de renforcement de la capacité statistique.  |
| 3-9 août 2014                     | Aide technique sur l'analyse des enquêtes nationales sur les revenus et dépenses des ménages.  |
| 27-30 août 2014                   | Aide technique sur l'évaluation des statistiques et discussion des méthodologies de calcul de la productivité.   |
| 8-11 septembre 2014               | Formation de responsables à l'identification, au traitement et à l'analyse des indicateurs d'efficacité énergétique.   |
| 9-12 septembre 2014               | Efforts pour faciliter l'intégration efficace des pays en développement dans l'économie mondiale par le biais de programmes d'aide au commerce.  |
| 12-17 octobre 2014                | Aide technique sur le renforcement du cadre institutionnel des politiques sociales.  |
| 23-29 novembre 2014               | Aide technique sur l'évaluation des résultats des enquêtes sur les ménages.  |
| 15-17 février 2015                | Aide technique dans le cadre du projet Mésoamérique.   |
| 2-7 mars 2015                     | Aide technique dans le cadre du projet sur les impacts sociaux et économiques du changement climatique et les options de politiques disponibles.   |
| 20-21 avril 2015                  | Aide technique dans le cadre du projet Mésoamérique.   |
| 17-20 mai 2015                    | Réunions sur le changement climatique et les réformes fiscales "vertes" avec des représentants du Ministère des Finances, du Ministère de l'Environnement et de la Banque centrale.  |
| 15-18 juin 2015                   | Services de coopération technique sur l'élaboration des politiques sociales, la mise en œuvre des programmes sociaux et la gestion des institutions et programmes sociaux, dans le cadre du projet <i>Comptabilité du développement, le temps de l'égalité : renforcer le cadre institutionnel des politiques sociales</i> .   |
| 12-19 juillet 2015                | Aide technique sur les indices des prix à la consommation.   |
| 14-18 juillet 2015                | Aide technique en relation avec le projet GIZ sur le changement structurel pour le développement durable et partagé en Amérique latine et dans les Caraïbes.   |
| 9-22 août 2015                    | Evaluation des résultats des études sur les ménages qui se poursuivent.  |
| 16-19 septembre 2015              | Réunions avec des experts nationaux sur les bases de données et les cartes GIS (systèmes d'information géographique), dans le cadre du projet sur le développement rurale et agricole, la sécurité alimentaire et les politiques de gestion de l'information.  |
| 1-8 novembre 2015                 | Aide technique au Bureau national des Statistiques (ONE) sur les études sur les grossesses adolescentes, y compris la formation de l'équipe d'enquêteurs du Bureau sur les nouvelles théories et procédures.   |
| 30 novembre 2015- 5 décembre 2015 | Aide technique sur l'élaboration des politiques sociales, la mise en œuvre des programmes sociaux et la gestion des institutions et programmes sociaux, dans le cadre du projet <i>Comptabilité du développement, le temps de l'égalité : renforcer le cadre institutionnel des politiques sociales</i> .  |
| 6-11 décembre 2015                | Services de conseils au Ministère de la Santé sur les maladies sensibles au climat en Amérique centrale et en République dominicaine.  |

| Dates                                  | Membre ou membre associé et description de l'aide  |
|--|--|
| <b>Grenade</b>                         |  |
| 29 septembre au 10 octobre 2014        | Aide technique sur le développement des applications REDATAM pour la diffusion de données à partir des derniers recensements nationaux (en collaboration avec le siège sous-régional pour les Caraïbes).   |
| 9-12 décembre 2014                     | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (en collaboration avec le siège sous-régional pour les Caraïbes). |
| <b>Haïti</b>                           |  |
| 31 mars au 5 avril 2014                | Aide technique et rapports présentés sur le système de protection sociale en Haïti.  |
| 4-9 novembre 2014                      | Aide technique lors de l'atelier sur la pauvreté multidimensionnelle des enfants (un projet conjoint mis en œuvre par le CEPALC et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance - UNICEF).  |
| 13-17 décembre 2014                    | Séminaire technique pour discuter des documents préparés par les consultants de la CEPALC sur le financement et la stratégie pour la protection sociale en Haïti.  |
| 7-10 avril 2015                        | Mission de contrôle dans le cadre du projet sur la protection sociale en Haïti.  |
| 2-4 septembre 2015                     | On a défini la portée d'un possible programme d'aide technique sur les transports et les infrastructures.  |
| 27 septembre au 3 octobre 2015         | Coopération technique à l'Institut de Statistiques d'Haïti par la CEPALC en collaboration avec l'Institut national mexicain de Statistiques et de Géographie (INEGI).  |
| <b>Jamaïque</b>                        |  |
| 9-12 décembre 2014                     | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (en collaboration avec le siège sous-régional pour les Caraïbes). |
| 16-27 février 2015                     | Aide technique au Bureau national de statistiques afin d'élaborer des enquêtes nationales sur les revenus et dépenses des ménages.   |
| 17-21 août 2015                        | Aide technique sur la comptabilité environnementale pour sensibiliser les acteurs et discuter une possible mise en œuvre. Une réunion multi-acteurs a eu lieu avec des représentants de l'Agence nationale de la Planification et de l'Environnement (NEPA), l'Institut jamaïcain de la Planification (PIOJ), le Ministère de la Science, de la Technologie, de l'Energie et des Mines et l'Institut jamaïcain des Statistiques (STATIN).  |
| <b>Sainte-Lucie</b>                    |  |
| 30 juin au 6 juillet 2014              | Aide technique au gouvernement de Sainte-Lucie dans le domaine de l'investissement étranger direct.  |
| 9-12 décembre 2014                     | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (en collaboration avec le siège sous-régional pour les Caraïbes). |
| <b>Saint-Vincent-et-les-Grenadines</b> |  |
| 9-12 décembre 2014                     | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre   |

| Dates  | Membre ou membre associé et description de l'aide  |
|--|--|
|  | pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (en collaboration avec le siège sous-régional pour les Caraïbes).  |
|  | <b>Suriname</b>  |
| 9-12 décembre 2014   | Formation pour le personnel des bureaux sur le genre et des bureaux nationaux de statistiques sur la valeur des études d'emploi du temps qui ont été suggérées pour mesurer toutes les formes de travail. Un autre objectif de cette formation était de développer une meilleure capacité statistique quant à la compilation de statistiques sur le genre et au développement d'indicateurs sur le genre pour l'élaboration de politiques fortes pour promouvoir l'égalité entre les sexes (en collaboration avec le siège sous-régional pour les Caraïbes). |
|  | <b>Trinité-et-Tobago</b>   |
| 20-24 janvier 2014   | Formation du personnel de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) sur les bases de données commerciales afin d'aider ses membres à préparer un bulletin annuel sur le commerce extérieur.  |
| 6-10 juillet 2014  | Services de coopération technique aux pays de la région, sur demande, quant à l'élaboration de politiques pour la promotion de l'investissement étranger direct et la sous-traitance à des entreprises de petite et moyenne taille par de plus grandes.  |
|  | <b>Curaçao</b>   |
| 22-29 mars 2014<br>15-19 juin 2014<br>30 août au 3 septembre<br>2014 | Aide technique à la création d'une institution financière et de développement.   |